



Syndicat Finances Publiques Haute-Corse

BASTIA, jeudi 19 janvier 2012

CTPD du 19 janvier. Déclaration liminaire.

**En 2012, ça doit changer !
En Haute-Corse comme dans toute la France !**

Ce comité technique a lieu au lendemain du sommet dit « social » où le Président de la République a renvoyé à plus tard l'annonce de nouvelles mesures d'austérité pour les salariés. Sans doute, le mécontentement croissant contre sa politique l'oblige à louvoyer. Mais la menace est bien réelle d'un nouveau recul social : TVA « sociale », abolition des 35 heures, flexibilité du travail. C'est contre ces mesures que la CGT a appelé à manifester hier dans tout le pays et notamment en Corse ou de jeunes salariés d'Air France qui luttent avec courage pour leur emploi. Elle continuera d'agir contre ces choix qui enfoncent les salariés et les familles populaires dans de graves difficultés, déchirent le tissu social, et plongent le pays dans la récession économique et le chômage de masse.

A l'inverse, la crise ne présente pas le même visage pour tous. Qu'on en juge :

- 170 milliards d'euros de trésorerie pour les groupes du CAC 40
- 172 milliards d'exonérations fiscales et sociales et différentes aides aux entreprises
- 11,4 milliards d'euros de cadeaux fiscaux aux plus riches depuis 2007
- 210 milliards d'euros de dividendes versés en 2010 par les entreprises non financières
- 120 milliards d'euros versés aux actionnaires du CAC 40 ces trois dernières années

La rigueur budgétaire, si elle a alimenté ces profits, a eu de graves conséquences pour la Fonction publique et les agents de l'Etat :

- le non remplacement d'un départ sur deux à la retraite et la suppression de 200 000 emplois.
- le gel du point d'indice depuis 2 ans et la perte sans précédent du pouvoir d'achat (de 200 euros à 400 euros mensuels)
- l'écrasement de la grille indiciaire et des carrières et la non reconnaissance des qualifications
- la dégradation des conditions de travail.
- la taxe sur les complémentaires santé.
- L'instauration d'un jour de carence en cas de maladie.

La Révision Générale des Politiques Publiques s'inscrit dans cette logique Purement financière. C'est en son nom que la fusion DGI/DGCP en 2008 a été réalisée. Déjà exemplaire dans les suppressions d'emplois, le ministère des Finances en a fait la vitrine de la RGPP. Les conséquences sont désastreuses :

- 25000 emplois supprimés depuis 2002 dans les services de la DGFIP
- abandons de pans entiers de certaines missions
- réformes et réorganisations internes précipitées voir improvisées
- fermeture de certains services, voire d'implantation et de structures
- très forte hausse (plus d'un tiers) de la charge de travail par agent
- dégradations des conditions de travail, aggravation sans précédent des risques psychosociaux
- pilotage managérial fondé essentiellement sur les indicateurs

Notre département n'échappe pas à cette politique. Cette année 9 nouvelles suppressions d'emplois sont annoncées ; après les 10 de 2011, les services de la DDFIP auront perdu 20% d'emplois depuis 2002. Tous les symptômes de la RGPP se manifestent avec la même gravité.

- tous les postes comptables et l'ensemble des services sont en difficultés ; certains sont en situation de rupture et les déficits d'emplois ne seront pas comblés
- les SIP sont débordés par l'affluence des usagers : à Bastia, le record de fréquentation a été battu. Sur les 4 derniers mois de l'année, 15050 personnes ont été reçues, soit +16%. Les réclamations foncières sur MAJIC atteignent 3273 soit +26% en 2011.
- La conservation des hypothèques a 5 mois de retard pour la publication des actes malgré une productivité accrue des personnels.
- les conditions de travail se dégradent sous l'effet de cette politique et d'une pratique sociale rétrograde
- le budget 2012 est en baisse de 22%
- le nombre d'agents victimes de stress, de souffrance au travail se multiplie
- les « Accords de Venaco » sont jetés aux orties et, avec eux, la reconnaissance des conditions d'exercice des missions en Corse
- la chasse aux économies tourne à l'obsession et à l'absurde, comme la désorganisation du courrier, la transmission inégalitaire des tickets restaurants
- les agents de service sont devenus un personnel hors normes
- les autorisations d'absences sont contestées avec cynisme et mauvaise foi : visites chez un spécialiste, décès. Pour la Direction, il n'y a pas de petites économies
- jusqu'à la démocratie sociale qui est remise en cause

Face à ces reculs, les personnels ont décidé d'agir sans concession. A l'occasion des journées nationales de grève du 31 mai et du 11 octobre 2011, le département réalise un taux parmi les plus élevés ; le 4 juillet, puis le 13 décembre les personnels, par dizaines, ont occupé la direction pour protester contre l'arbitraire ; les comptables ont exposé publiquement la dévalorisation de leur métier et ont observé une journée de fermeture.

De nouveaux sacrifices sont imposés aux personnels au nom du redressement des finances publiques comme vous l'avez annoncé, Monsieur le Directeur, dans vos vœux pour la nouvelle année.

Dans l'unité des personnels et des organisations syndicales, la CGT mettra tout en œuvre pour résister aux mauvais coups et faire que 2012 connaisse un renouveau progressiste, pour les fonctionnaires et pour le service public.

